

PERSPECTIVES

À la merci du virus

Pourquoi l'entraide est plus
importante que jamais



ACTION DE CARÊME

En mai de l'année dernière, *Action de Carême* relatait l'impact de la pandémie de Covid-19 dans ses pays d'intervention en Afrique, en Asie et en Amérique latine : pour endiguer la propagation du virus, les gouvernements imposaient confinements et fermetures des marchés, privant la population de toute possibilité de se procurer le minimum nécessaire à ses besoins et semant la faim et le désespoir. Si la situation ne s'est pas améliorée un an plus tard, les personnes de l'hémisphère Sud déploient toutefois des trésors de résilience. Une preuve de plus de la pertinence des projets réalisés dans le cadre de nos programmes.

Impressum

Publication : Action de Carême, 2021
Rédactrice en chef : Colette Kalt
Adaptation en français :
Tiziana Conti, Valérie Gmünder
Mise en page et réalisation : Crafft, Zürich
Droits d'image : Action de Carême
Impression : Druckerei Kyburz AG,
Dielsdorf
Tirages : 39 851 DE / 5893 FR
Parution : quatre fois par an
Prix : CHF 5.- par donateur / donatrice
sont utilisés pour l'abonnement
Contact : +41 21 617 88 81,
actiondecareme@fastenopfer.ch



Kenya

Amélioration de la situation des femmes

Depuis le début de la pandémie, de nombreux hommes qui avaient émigré en ville ont perdu leur emploi et ont été contraints de rentrer chez eux, faute de pouvoir envoyer de l'argent à leur famille. Les événements ont alors pris une tournure étonnante. Dans le cadre de nos projets, nous accompagnons la population rurale, majoritairement composée de femmes. Les bénéficiaires cultivent des jardins potagers à l'aide de techniques agroécologiques et vendent leurs excédents au marché. Dans les zones rurales, les terres appartiennent aux hommes, qui décident de leur usage. La situation est difficile, mais telles sont nos lois. Une fois revenus dans leurs foyers à cause du coronavirus, les hommes ont soudain pris conscience de l'ampleur du travail accompli par les femmes, ce qui a incité nombre d'entre eux à céder plus de terres à leurs épouses. Ils ont compris que la production de légumes permet non seulement de subvenir à leurs besoins en nourriture, mais aussi de percevoir des revenus en vendant le surplus. Les enfants ont aussi, d'une certaine manière, tiré profit de la crise. Emmenés aux champs par leur mère durant la fermeture des écoles, ils ont pu engranger des connaissances pratiques sur les légumes et leur culture, aider leur famille et gagner un peu d'argent pour s'acheter des fournitures scolaires.

Récemment, un million de doses de vaccin, réservées aux enseignant-e-s, agent-e-s de police et responsables politiques, sont arrivées. Nous ignorons encore si le reste de la population pourra se faire vacciner et dans quels délais. Selon le gouvernement, il incombe à chacun-e d'éviter de contracter le virus.

— Stellamaris Mulaeh, coordinatrice du programme Kenya

Stellamaris Mulaeh





Monseigneur Ambo David

Philippines

« L'État peut compter sur l'appui de l'Église »

La population se méfie du gouvernement et de sa dépendance au seul vaccin chinois. Nous avons donc rédigé des lettres afin d'apporter des orientations pastorales et morales aux fidèles en cette période où les théories conspirationnistes foisonnent. Les diocèses collaborent aussi sur le terrain avec les villes et les communautés, notamment en mobilisant du personnel médical afin de pallier aux faiblesses de notre système de santé et soutenir le programme de vaccination.

Les programmes publics sont toujours vulnérables à la corruption, d'autant plus à l'approche des élections de 2022. Afin de réduire la charge financière pesant sur le pays, le secteur privé pourrait intervenir et proposer le vaccin souhaité moyennant paiement. De la sorte, le programme public gratuit pourrait donner la priorité aux pauvres, tandis que les riches obtiendraient leurs doses en les payant.

Les nombreuses personnes sans papier, la frange la plus défavorisée de la population, sont un grand sujet de préoccupation pour l'Église. Elles sont généralement exclues du programme de vaccination. C'est également le cas pour les plus de dix millions de migrant-e-s internes qui ont afflué à Manille pour gagner leur vie et font les frais de l'absence de synchronisation de leurs données à l'échelle nationale, n'étant enregistré-e-s que dans leur province d'origine.

J'ai le sentiment que la période qui s'annonce constituera une épreuve de vérité pour les responsables politiques et les partis au pouvoir.

— Monseigneur Ambo David

Guatemala

Les plus démunis s'entraident

Alors que la pandémie a dramatiquement aggravé l'insécurité alimentaire, le gouvernement ne se préoccupe pas du sort des plus démunis ni de celui des habitant-e-s des régions isolées, qui n'ont pratiquement plus accès aux soins de santé et à l'emploi. Les programmes d'aide mis en œuvre par les autorités sont devenus des foyers de corruption. Ainsi, le programme « bono seguro » n'a bénéficié qu'aux personnes équipées d'un compteur électrique. Or, au Guatemala, les pauvres n'ont pas l'électricité, de sorte que ce sont en grande partie des fonctionnaires qui ont touché l'indemnité. Bien que la société civile ait apporté les preuves de la corruption entachant la plupart des projets publics, il n'en a résulté aucune poursuite. Nous déplorons d'avoir été empêché-e-s de maintenir les rencontres directes avec nos organisations partenaires. Nous n'avons plus eu aucun échange avec les paysan-ne-s sur leurs progrès dans la mise en pratique des différentes techniques agroécologiques. Les victimes des ouragans Eta et Iota ont particulièrement besoin d'aide, notamment pour obtenir des semences et remettre leurs parcelles en état. Maintenant que l'eau se retire peu à peu, il est possible de constater l'ampleur des dégâts.

Malgré sa pauvreté, la population indigène a apporté son aide aux plus démunis. Il s'agit là d'une valeur qui lui est propre et je trouve important de souligner cet incroyable élan de solidarité. Notre culture ne tolère pas de laisser une personne souffrir de la faim et du dénuement.

— Inés Pérez, coordinatrice du programme Guatemala



Inés Pérez

Elsy Marulanda



Colombie

Chômage et grande pauvreté

En février, dès l'arrivée des 50 000 premières doses du vaccin de Pfizer, le couvre-feu et le confinement ont été levés. Les pouvoirs publics n'ont adopté aucune mesure visant à prévenir l'effondrement du système de santé, malgré la hausse continue du nombre d'infections et de décès. En outre, seuls 28 % du personnel soignant disposent d'un contrat de travail ; le reste est mobilisé sur appel et ne touche pas toujours son salaire. Le taux de pauvreté lié aux pertes d'emploi et à l'absence de mesures sociales atteint 62 %. Le taux de chômage s'élève à 15,9 %. Les écoles des zones rurales n'ont pas les ressources nécessaires pour assurer les cours dans le respect des mesures sanitaires. Depuis le début de l'année, 14 massacres ont été recensés et 55 militant-e-s ont été assassiné-e-s. Le Cauca, zone d'intervention de nos partenaires Atucara, Censat et Semillas de Agua, est le département le plus touché.

Comme 2021 précède une année électorale, les violences ne font que s'intensifier. En raison de l'aggravation du conflit opposant les forces armées et les guérillas illégales autour du contrôle du territoire, les déplacements massifs, le recrutement d'enfants soldats, les agressions sexuelles sur les femmes et les jeunes filles ainsi que les enlèvements se sont multipliés. Le pouvoir en place ne montre pas la volonté politique de mettre en œuvre le traité signé en 2016 par le gouvernement et les FARC en vue d'atteindre une paix durable.

La pandémie n'a en revanche pas altéré la mobilisation des associations écologistes, des mouvements indigènes, des groupes paysans, des organisations estudiantines et des syndicats, qui continuent à œuvrer pour améliorer les perspectives de la population et lui permettre de mener une vie digne.

— Elsy Marulanda, coordinatrice du programme Colombie



Diary Ratsimanarihaja

Madagascar

Sortir des sentiers battus

Alors que des pays du monde entier se battent pour vacciner leur population, le gouvernement malgache a décidé de ne pas participer à l'initiative COVAX, décidé à prouver que le médicament local CVO+ à base d'*artemisia annua* et d'autres plantes médicinales a des vertus prophylactique et curatives contre le Covid-19, sans avoir pour autant d'effets secondaires.

Sur le plan socioéconomique, le pays est toutefois fortement touché par la pandémie. La population a vu son pouvoir d'achat chuter, notamment en raison de la flambée des prix du riz, de l'huile et des bougies. Celui du riz a même triplé. Pour cette raison, le gouvernement vient en aide aux plus démunis en leur accordant des aides financières et en distribuant des aliments.

La hausse du nombre d'infections et la présence probable du variant sud-africain sèment l'inquiétude, mais le gouvernement n'a pour l'instant pas pris de nouvelles mesures pour contenir la pandémie. Il se borne à exhorter la population à respecter les gestes barrières. Toutefois, dans ce pays au climat tropical humide, le port du masque est pratiquement inexistant et la distanciation physique n'est guère respectée lors des réunions familiales ou des manifestations culturelles réunissant un grand nombre de personnes. Pour cette raison, le gouvernement publie désormais chaque jour sur les chaînes publiques de radio et de télévision un communiqué fournissant des statistiques sur le Covid-19 et approvisionne les centres de santé publics en CVO+.

— Diary Ratsimanarihaja, coordinatrice du programme Madagascar



République démocratique du Congo

Les filles frappées par la fermeture des écoles

Depuis l'éclatement de la pandémie, nous subissons des restrictions draconiennes, en particulier ici dans la province du Kasaï central, où l'on recense 17 cas. Les autorités ont décrété l'état d'urgence sanitaire et l'ont assorti d'une interdiction de voyager dans d'autres provinces. Il s'en est suivi la fermeture des écoles, des bars et restaurants, des stades et des salles polyvalentes ainsi que la mise en place d'un couvre-feu de 21 heures à 5 heures. Ce sont avant tout les jeunes femmes qui pâtissent de la mise à l'arrêt des établissements scolaires. Certaines sont tombées enceintes, tandis que d'autres ont été mariées prématurément. L'enseignement se poursuit à la radio, mais les parents ne disposent pas tous de l'équipement nécessaire pour que leurs enfants puissent assister aux cours à distance. Comme ils oublient de la matière, les élèves devront redoubler d'efforts pour se remettre à niveau une fois retourné-e-s à l'école.

Par ailleurs, la dépréciation du franc congolais a fait exploser le prix des denrées alimentaires et des semences. Les difficultés financières et la limitation de la liberté de mouvement empêchent en outre de nombreuses familles paysannes de se procurer des semences. Les habitant-e-s touché-e-s par la rébellion Kamwina Nsapu et la pandémie de coronavirus bénéficient cependant de l'aide d'organisations humanitaires internationales qui leur distribuent argent et nourriture. *Action de Carême* prête assistance à ses partenaires dans le domaine des semences.

Ici, à Kananga, le couvre-feu est toujours en vigueur. Qui plus est, à cause des bandits armés, la population craint pour sa sécurité la nuit. Les doses de vaccin AstraZeneca, qui viennent d'être acheminées, ont principalement été administrées aux personnes vulnérables dans les provinces de Kinshasa, du Kongo central et du Kivu.

— Abbé Bruno Ntumba, recteur de l'Institut supérieur de sciences religieuses (ISSR)



Prof. Abbé Bruno Ntumba

Népal

Les femmes font entendre leur voix



Samrat Katwal

En cette période où le coronavirus n'épargne personne, nous parvenons à poursuivre notre action et même à enregistrer certaines avancées, par exemple en ce qui concerne le chaupadi, une tradition qui impose aux femmes et aux jeunes filles de s'isoler durant leurs menstruations. Cette coutume discriminatoire a beau être interdite et sanctionnée depuis 2005, de nombreuses familles continuent malgré tout à la perpétuer. C'était notamment le cas de Srijan Aidi, une jeune femme aujourd'hui en dixième année qui a enduré le calvaire du chaupadi des années durant, car ses parents se conformaient rigoureusement à la tradition. Il lui était formellement interdit de s'éloigner de sa maison ou de son village, ses proches craignant qu'elle ne soit violée ou enlevée ou encore qu'elle ne soit tentée de fuguer. Elle était donc contrainte de rester dans l'étable durant ses menstruations, une expérience particulièrement angoissante pour elle. Voici son témoignage : « Un homme venait toujours rôder près de l'étable durant cette période et je me cachais derrière les vaches. Même si j'avais peur, je ne trouvais pas le courage d'en parler à mes parents.

J'angoissais à chaque fois à l'approche de mes règles. Un jour, j'ai été conviée à former un groupe de jeunes femmes. Nous nous réunissions une fois par mois pour discuter de la santé, du chaupadi et du mariage des enfants. Ces échanges m'ont donné du courage et j'ai pris la résolution de ne plus me cloîtrer dans l'étable, quelles qu'en soient les conséquences. Quand ma mère s'est aperçue que je ne m'y étais plus rendue depuis plus de deux mois, elle a cru que j'étais enceinte. J'ai finalement trouvé la force de lui confier toute la crainte que m'inspirait le chaupadi. Je suis parvenue à la convaincre que l'étable n'était pas un lieu sûr pour moi et que les dieux ne semblaient pas s'offenser de ma décision, puisque cela faisait deux mois que je restais dans la maison sans qu'ils me punissent. Mes parents ont fini par accepter que je dorme à la maison pendant mes menstruations. Aujourd'hui, d'autres jeunes femmes font elles aussi entendre leur voix. Même si cette démarche demande beaucoup de courage, nous sommes déterminées à défendre nos droits. »

— Samrat Katwal, coordinateur du programme Népal

Une aide qui va droit

au but

La fermeture des marchés, l'une des mesures draconiennes adoptées dans le monde entier pour lutter contre la pandémie, aggrave la faim et la misère dans les pays du Sud.

Action de Carême fournit une aide qui va droit au but : nos partenaires distribuent des céréales, des semences et des désinfectants.

Cette crise montre également que nos projets à long terme produisent des effets durables. Ils permettent de renforcer et d'assurer la subsistance d'un grand nombre de personnes.

Un grand merci pour votre don !